

Madrid et Barcelone, dos à dos

L'Espagne voue fidélité à la Constitution

■ Accusé d'avoir laissé la crise catalane s'envenimer, le gouvernement espagnol persiste et signe: il a agi pour préserver l'état de droit face aux velléités séparatistes.

La Catalogne estime, quant à elle, que le résultat du référendum ne peut être ignoré et demande une médiation internationale.

Une analyse de Maria Udrescu

À savoir

La justice espagnole a suspendu la séance prévue ce lundi au Parlement catalan sur les résultats du référendum d'autodétermination interdit. Une déclaration d'indépendance était envisagée à cette occasion.

Le président séparatiste catalan Carles Puigdemont a donc repoussé à mardi son intervention devant le Parlement régional. Sur fond de manifestations, ce week-end, à Madrid et à Barcelone, et alors que l'inquiétude grandit dans les milieux économiques, cette décision pouvait être interprétée comme un geste d'apaisement.

1 Comment en est-on arrivé là ?

Aux yeux du gouvernement espagnol, la crise actuelle est due à une manipulation orchestrée par des partis désireux de s'emparer des clés de la Generalitat (le gouvernement régional de Catalogne). *"L'identité est utilisée de façon toxique. Le bon et le mauvais Catalan sont définis sur base du soutien ou non à l'indépendance. L'objectif étant que l'opinion politique de la région soit hégémonique"*, dénonce l'eurodéputée espagnole Maite Pagazaurtundua Ruiz, issue du parti Unión Progreso y Democracia. Les séparatistes catalans n'ont pas hésité à nourrir la frustration d'une société mise au régime de la rigueur à coups de mythes historiques renforçant la nostalgie d'une Catalogne jadis indépendante, et de fausses promesses d'une République assise sur une montagne d'or au cœur de l'Union européenne. Ainsi, Madrid contredit l'idée que la Catalogne aurait un jour été un Etat indépendant – elle a été, tout au plus, une principauté de la Couronne d'Aragon – et encore moins une colonie, estimant donc qu'elle ne remplit pas les critères pour bénéficier du droit à l'autodétermination prévu dans le droit international.

Aux indépendantistes catalans qui se donnent une image de citoyens de seconde zone opprimés par un Etat autoritaire, l'Etat répond que la région bénéficie d'un statut d'autonomie et que les Catalans jouissent des mêmes droits que les Espagnols, notamment celui de la liberté d'expression. Il tient pour preuve le

fait que des centaines de milliers de Catalans ont pu battre le pavé pour exprimer leur désir d'indépendance. D'aucuns dénoncent par ailleurs l'intimidation subie par les citoyens opposés à la sécession. Reporters sans frontières a constaté que les journalistes catalans non séparatistes sont *"ceux qui subissent le plus la furie du cyberhooliganisme indépendantiste sur les réseaux sociaux, et les pressions politiques et institutionnelles"*.

Face à la montée en puissance du mouvement indépendantiste, l'Etat central est passé d'une quasi-indifférence, peut-être empreinte de naïveté, à une confrontation juridique, qui a eu si peu d'effets qu'elle a alimenté la rhétorique victimisante des séparatistes. *"Nous avons été surpris. Nous ne pensions pas qu'ils iraient si loin"*, nous confie une source officielle espagnole. Maite Pagazaurtundua Ruiz estime, quant à elle, que *"le gouvernement central, par intérêt électoral, a laissé faire les nationalistes. Le problème n'est pas qu'il n'a pas voulu dialoguer, mais qu'il a toléré l'illégalité. Dès lors, les nationalistes ont poussé le bouchon toujours plus loin."*

2 Que s'est-il passé le dimanche 1^{er} octobre ?

Cela fait des années que le mouvement séparatiste fait des pieds et des mains pour régler la question de l'indépendance par les urnes, mettant en avant les précédents écossais et québécois. Mais l'Etat central rappelle, lui, que ces référendums étaient en accord

avec la Constitution de leur pays, ajoutant que l'Allemagne et l'Italie ont, elles, déclaré ce genre de consultations inconstitutionnel, au grand dam du Bundesland allemand et de la région italienne du Veneto.

Si, le 9 novembre 2014, Madrid a toléré une consultation informelle sur le sujet, le référendum organisé en 2017 était, lui, dicté par une loi adoptée au Parlement catalan, suspendue in extremis par le Tribunal constitutionnel. *"Le gouvernement catalan a fait un coup d'Etat. Cette loi était non seulement contraire à la Constitution espagnole, mais également contraire à la législation catalane"*, souligne l'eurodéputé Santiago Fisas, du Parti populaire au pouvoir en Espagne.

L'Etat central soutient qu'il n'avait pas d'autre choix que de faire respecter la décision de la Cour et donc de sortir l'artillerie lourde pour faire avorter ce référendum illégal, au risque de tomber dans le piège des indépendantistes. *"L'Etat se doit de se défendre. Les vrais coupables, ce sont ceux qui ont poussé des gens, des enfants, des vieillards, à se mettre dans un état d'illégalité"*, ajoute M. Fisas. D'aucuns pointent d'ailleurs la diffusion d'images et d'informations fausses pour jouer sur la corde sensible. Si la Generalitat parle de 844 blessés, du côté espagnol, on souligne que seules deux personnes étaient toujours hospitalisées le lendemain et que plusieurs policiers ont également été victimes de violences.

3 Comment résoudre la crise ?

Selon les mots du Premier ministre espagnol, Mariano Rajoy, *"il n'y a pas eu de référendum d'indépendance"* ce dimanche-là. Et il n'y en aura jamais – à moins de changer la Constitution qui assure le caractère indivisible de l'Espagne. *"Ce n'est pas une opinion du gouvernement de Rajoy. Tous les grands partis espagnols refusent de parler de l'organisation d'un référendum anticonstitutionnel"*, précise M. Fisas. Et d'ajouter : *"La Catalogne dispose déjà d'une grande autonomie. Mais on peut discuter d'un nouveau régime fiscal ou des investissements de l'Etat dans la région. On peut discuter de tout sauf de l'indépendance."*

Le gouvernement espagnol martèle que la porte du dialogue reste toujours ouverte, mais ne s'assiera donc à la table des négociations que si les indépendantistes abandonnent... toute volonté d'indépendance de la Catalogne. A moins que Barcelone ne finisse par provoquer des élections anticipées qui pourraient, éventuellement, déboucher sur un nouveau pouvoir régional. *"Il faut des élections en Catalogne afin de faire voter les gens sur des choses sur lesquelles ils peuvent légalement voter"*, explique M^{me} Paga-zaurtundua Ruiz.

La Generalitat rêve d'indépendance

1 Comment en est-on arrivé là ?

"L'histoire commence en 1714", répond d'emblée l'eurodéputé Josep-Maria Terricabras, membre du parti Esquerra Republicana de Catalunya, au pouvoir en Catalogne. La Diada, "fête nationale" catalane, commémore la chute de Barcelone, le 11 septembre 1714, aux mains des troupes du roi d'Espagne Philippe V de Bourbon, qui supprime la relative autonomie de la Catalogne. La région récupère par la suite ses institutions mais, lorsqu'éclate la guerre civile, elle se transforme en un bastion révolutionnaire, avant d'être écrasée par les troupes du général Franco.

Ces épisodes symboliques d'une histoire marquée par des tensions entre l'Espagne et la Catalogne ont refait surface surtout depuis 2010. Cette année-là, la Cour constitutionnelle, saisie par le Parti populaire aujourd'hui au pouvoir en Espagne, annule partiellement le nouveau statut d'autonomie de la Catalogne, pourtant négocié avec les autorités de Madrid et approuvé par référendum par la population catalane. *"C'est là la source de la montée de l'indépendantisme en Catalogne"*, explique M. Terricabras. A cela s'ajoute une crise économique qui n'épargne pas la Catalogne, tandis que les indépendantistes pestent contre un manque d'investissements publics dans la région

et un système fiscal déséquilibré qui la dépouillerait de ses richesses.

En 2012, le Premier ministre espagnol Mariano Rajoy enterre le pacte fiscal proposé par le président catalan, à l'époque Artur Mas, pour octroyer une plus large autonomie financière à la région, donnant du grain à moudre au mouvement indépendantiste qui avait déjà creusé son sillon dans la société catalane. En septembre 2012, un million et demi de Catalans envahissent les rues de Barcelone en scandant *"In – Inde – Independencia!"* *"Et le refus systématique du gouvernement espagnol de négocier n'a fait qu'envenimer la situation année après année"*, estime Amadeu Altafaj, représentant permanent du gouvernement catalan auprès de l'Union européenne.

2 Que s'est-il passé le dimanche 1^{er} octobre ?

Confrontée à un Etat resté sourd à ses revendications, la Generalitat (le gouvernement régional) multiplie les initiatives en faveur du processus d'indépendance. *"Nous avons un problème. Et nous proposons une solution : la démocratie"*, nous expliquait en juin Raul Romeva, conseiller catalan aux Affaires extérieures. Mais, de son côté, Madrid martèle qu'un référendum est illégal et traîne en justice des figures de proue du mouvement indépendantiste, confortant

les séparatistes dans l'idée que le divorce demeure la seule option.

Forte de la majorité parlementaire obtenue lors des élections régionales de 2015, la coalition indépendantiste Junts pel Si promet d'offrir aux Catalans l'occasion de se prononcer sur leur destin, coûte que coûte. *"Ce ne sont pas les dirigeants qui ont manipulé le peuple, c'est le peuple qui a poussé les dirigeants dans cette voie"*, soutient M. Terricabras. En septembre 2017, le Parlement catalan adopte donc deux lois, l'une sur le référendum d'autodétermination, l'autre sur la transition vers une République.

Le gouvernement espagnol s'est dit prêt à empêcher la tenue de ce référendum – qui, sans l'accord de Madrid, est tout aussi informel que celui organisé en 2014 – *"par tous les moyens légaux"*. Mais le président catalan Carles Puigdemont nous assurait en juin dernier *"que la violence n'est pas une option"* ni pour la Catalogne ni pour l'Espagne. Les images des Catalans brutalisés par les forces de police ont ainsi provoqué une onde de choc en Catalogne. Selon M. Altafaj, *"ce n'est là que l'aboutissement d'un processus qui consistait à nier la réalité et la dimension politique de cette crise. Le plan de Rajoy, c'est qu'il n'y avait pas d'autre plan que le refus de reconnaître qu'il y a un problème."*

3 Comment résoudre la crise ?

Malgré un contexte plus que difficile, le gouverne-

ment catalan estime que le référendum a bel et bien eu lieu et affirme que le "oui" à l'indépendance a obtenu les voix de "90 %" des 2,26 millions de votants (42,3 % de participation). Mais Carles Puigdemont ne semble pas pressé d'agir en conséquence. D'ailleurs, précise M. Terricabras, *"nous n'allons pas, dans un premier temps, proclamer, mais plutôt déclarer l'indépendance, à savoir la volonté du peuple de devenir indépendant. La proclamation intervient uniquement lorsque vous avez le contrôle du territoire."*

En attendant, la Catalogne a demandé une médiation internationale. *"Retirez la menace de la rupture"*, a alors rétorqué Mariano Rajoy. Entendez : la Généralité doit avant tout abandonner ses aspirations sécessionnistes et ne plus exiger de référendum "illégal" sur la question. *"L'Espagne est attachée à une vision ancienne de la démocratie. Ils disent que la démocratie vient de la loi, mais ne comprennent pas que la loi vient de la démocratie. Aujourd'hui, la loi se soutient seule en Espagne"*, regrette M. Terricabras, selon qui l'organisation d'un référendum ne peut plus être évitée.

"Nous ne pouvons passer outre le mandat démocratique que nous avons reçu des électeurs", renchérit M. Altafaj, qui ne fixe, toutefois, pas l'organisation d'un référendum comme condition préalable à toute négociation. Après tout, ajoute-t-il, *"la meilleure manière de frustrer les parties avant de s'asseoir autour d'une table est de venir avec une idée fixe sur le résultat final des négociations"*.